



## **CONVENTION DE GESTION DE LA « FRANCE SERVICES D'AUBENAS » ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN D'AUBENAS (CCBA) ET LA COMMUNE D'AUBENAS**

*Vu les dispositions du CGCT, notamment son article L5214-16-1 ; autorisant les communautés de communes à confier par convention conclue avec d'autres collectivités la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions.*

*Vu les statuts de la CCBA en date du 11 juin 2024 et vu l'arrêté préfectoral du 09 octobre 2024 et plus particulièrement le point 2.6 : Participation à une convention France Services*

*Considérant que la partie des locaux dédiée à France Services au sein Pôle de Services situé 30 Avenue Zelzate à Aubenas (07200) a été labellisé « France Services » par l'Etat suite à un audit de la structure qui respecte l'ensemble des critères.*

*Considérant que le pôle des services est un bâtiment unique qui abrite en son sein plusieurs missions et entités destinées à accompagner la population et notamment les habitants du quartier prioritaire de la ville « les Oliviers », que ces services sont mutualisés et se complètent,*

*Considérant que la présente convention n'entraîne pas un transfert de compétence mais la gestion d'un service relevant des attributions de la CCBA ;*

*Considérant que la CCBA décide de confier la gestion du « France Services d'Aubenas » à la commune d'Aubenas*

*Considérant qu'il convient de fixer les modalités de gestion de « France Services » situé à Aubenas.*

### **IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

La Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas (CCBA), représentée par Monsieur Max TOURVIEILHE, son Président, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil communautaire n° \_\_\_\_\_ du 06 novembre 2025

Ci-après désignée « la CCBA » d'une part ;

ET

La Commune d'Aubenas, représentée par Monsieur Jean-Yves MEYER, son Maire, dûment autorisé à cet effet par délibération n° \_\_\_\_\_ du 13 novembre 2025 ;

Ci-après désigné « la Commune » d'autre part

## **Article 1er : Objet de la convention**

L'objet de la convention consiste à définir les modalités techniques et financières dans lesquelles la CCBA confie la gestion de l'espace France Services à la commune d'Aubenas.

En effet, La Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas compte 5 espaces France services, pour être au plus près de ses habitants et assurer la plus grande accessibilité aux services publics.

Avec Aubenas et Vallées d'Antraigues-Asperjoc s'ajoutent Lachapelle-sous-Aubenas et Vesseaux depuis octobre 2022, et Vals-les-Bains depuis octobre 2023.

L'espace France Services à Aubenas présente la particularité d'être intégré dans un ensemble comprenant plusieurs services au sein du pôle des Services. Les missions « France services » sont réalisées par des agents communaux au sein du bâtiment communal,

La compétence « France Service » relève de la CCBA (article 2.6 des statuts) et la convention liant la commune d'Aubenas à la CCBA est arrivée à échéance le 31/12/2024.

## **Article 2 : Engagement de la commune**

La Commune s'engage à animer et gérer l'Espace France Services d'Aubenas selon les critères du cahier des charges de l'Etat : Ouverture du service au public 5 jours par semaine et ouverture pendant 24 heures hebdomadaires en présence simultanée de deux agents,

Des locaux dédiés et spécifiques au fonctionnement de la France Services Aubenas, soit 39m<sup>2</sup> :

- une zone d'accueil avec accès à un poste informatique en libre-service,
- un bureau de confidentialité pour les rendez-vous,
- un espace visio-conférence

La commune met à disposition de la CCBA les moyens matériels et humains pour assurer ledit service, prend à sa charge l'ensemble des frais du bâtiment (assurances du bâtiment, l'entretien, le ménage des locaux...)

Les acquisitions exceptionnelles ou les travaux, s'ils sont rendus nécessaires, feront l'objet de conventions spécifiques.

La mise à disposition des locaux dédiés au fonctionnement de la France Services Aubenas, soit 39m<sup>2</sup>, est établie à titre gracieux.

## **Article 3 : Engagement de la CCBA**

La CCBA prendra en charge :

- Les coûts des personnels concernés par les missions France services dans le cadre du cahier des charges soit 2 agents à 24 heures hebdomadaires (ce qui correspond à 1.37 ETP annuel). Le cout chargé des agents pour la quotité de 1.37 ETP sera remboursé.
- Les frais éventuels de formation spécifique « France services »
- Les frais de fonctionnement courant de la surface mise à disposition à la CCBA au prorata des surfaces dédiées à la France Services d'Aubenas sur la base d'une surface de 39m<sup>2</sup> (annexe 1 plan des locaux).
  - o Photocopieur : nombre annuel de copies x 40% x coût copie
  - o Eau
  - o Chauffage urbain

- Electricité
- Frais de nettoyage des locaux
- Maintenance ;
- Fournitures d'entretien ;
- Fournitures administratives et petit matériel ;
- Téléphonie et internet
- Entretien et réparation du bâtiment ;
- Assurance du bâtiment

#### **Article 4 : Modalités d'exécution des contrats**

Le bâtiment étant indissociable et en considération du fait qu'il n'est techniquement pas possible d'individualiser chaque poste de dépense, la Commune reste titulaire de l'ensemble des contrats d'exploitation du bâtiment. Il sera refacturé à la CCBA la quote part (39/1293) des sommes dues au titre desdits contrats sur la base de la comptabilité analytique de la commune. Cette refacturation fera l'objet d'un état avec présentation des factures.

#### **Article 5 : Durée et conditions de résiliation**

La présente convention s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2027 et pourra être prolongée par reconduction expresse pour une durée identique.

Les parties ont la faculté de résilier la présente convention par lettre en recommandé avec accusé réception en respectant un préavis de 6 mois à compter de la date de notification de la demande.

L'exercice de ce droit n'ouvre droit à aucune indemnisation pour l'une ou l'autre des parties.

#### **Article 6 : Personnels**

Les personnels de la commune d'Aubenas seront chargés d'assurer de réaliser les tâches et les missions nécessaires à la mise en œuvre de la prestation de service. Il ne s'agit ni d'un transfert ni d'une mise à disposition des agents concernés. Les agents qui assurent la prestation de service continuent à dépendre de la seule autorité fonctionnelle de l'exécutif de la collectivité prestataire.

Leur prise en charge financière et administrative continue d'être assurée par la Commune d'Aubenas, tout comme leur suivi de carrière.

L'autorité hiérarchique de ces agents relève de la commune d'Aubenas qui continue de procéder seule aux nominations et aux recrutements éventuellement nécessaires pour assurer la continuité du service. (Annexe 2 : liste des agents concernés au premier janvier 2026)

L'Autorité fonctionnelle relève de la CCBA uniquement dans le cadre de la coordination des Espaces France services au sein du Pôle Services à la Population de la CCBA en lien avec le Pôle de Cohésion Sociale et en cohérence avec les autres missions dévolues au Pôle de Services.

Dans l'éventualité où la commune d'Aubenas souhaiterait réorganiser le service, elle devra notifier sous 30 jours, par tout moyen écrit, toute information utile à la compréhension de la nouvelle organisation. Le cas échéant, la commune d'Aubenas précisera les personnes en charge de la réalisation des prestations en vertu de la présente convention, sans qu'un avenant soit nécessaire dès lors que les volumes financiers globaux correspondant au coût global restent les mêmes.

La commune fournit les documents permettant d'attester que les personnels concernés sont formés et habilités à assurer ladite prestation (parcours de formation au titre du maintien des compétences).

## **Article 7 : Conditions financières**

La CCBA remboursera à la Commune l'ensemble des frais de gestion et de fonctionnement de la France Services d'Aubenas (personnel et entretien du bâtiment),

De la manière suivante :

- Un acompte sera versé en juillet de l'année N de manière forfaitaire et calculé sur la base de la moitié des dépenses réalisées de l'année N-1 (soit 2025 pour la première année)
- Le solde dû au titre de l'année N sera versé au premier trimestre N+1 à la commune sur la base des comptes définitifs de l'année N, déduction faite de l'acompte versé.
- Le remboursement sera calculé sur la base d'un titre de recettes émis par la commune et des états justificatifs des dépenses.

Le bilan devra expressément respecter les règles de quotités et répartition telles que définies à l'article 3 sur la base de la comptabilité analytique de la Commune.

Les états justificatifs sous forme de comptabilité analytique devront être fournis et établis par la Commune et communiqués à la CCBA.

La CCBA sollicite et perçoit exclusivement et en totalité les aides et subventions de l'Etat, des partenaires et organismes extérieurs dédiées à ce dispositif France Services. Si toutefois la Commune venait à percevoir des recettes, elle s'engage à les reverser à la CCBA. La CCBA émettra un titre de recettes à l'encontre de la Commune du montant des subventions versées à tort à la ville d'Aubenas.

L'établissement du budget ainsi que son suivi sont réalisés conjointement entre les deux collectivités. La Commune s'engage à adresser annuellement à la CCBA le projet de budget « France Service » avec l'explication, le cas échéant, des variations importantes (plus de 3%) (annexe 3 budget prévisionnel 2026 pour 2026).

## **Article 8 : Gouvernance et suivi**

Un comité de pilotage annuel sera organisé à l'initiative de la CCBA pour établir le bilan d'activité de la Maison France Service et définir ses orientations. Ce comité sera composé à minima du représentant de l'Etat, du président de la CCBA, du maire de la commune d'Aubenas, d'un Conseiller départemental et des représentants des partenaires « socles » de la structure.

Un rapport d'activité annuel sera présenté lors de la réunion de cette instance. Ce document comprendra obligatoirement un état détaillé des dépenses relatives au fonctionnement de la France Services dans toutes ses composantes (personnels, bâtiment, fournitures...).

Par ailleurs, un comité technique à l'initiative de la CCBA, sera quant à lui être organisé semestriellement entre les techniciens de la Commune d'Aubenas et de la CCBA afin de suivre le fonctionnement de la FS et de synchroniser les actions mises en œuvre avec les structures du même type sur le territoire.

Ce comité technique composé des personnels qualifiés des deux collectivités concernées par ces thématiques se réunira autant que de besoin (au moins une fois par semestre et plus régulièrement). La coordination technique est assurée par les services de la CCBA dans le cadre de l'exercice de sa compétence.

## **Article 9 : Contentieux**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Fait à \_\_\_\_\_, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas

Pour la Commune

Monsieur le Président

Monsieur le Maire

Max TOURVIEILHE

Jean-Yves MEYER

Pièces annexes :

- annexe 1 : plan des locaux
- annexe 2 : liste des agents concernés au premier janvier 2026
- annexe 3 : tableau du coût financier de l'espace France Services